

DEPARTEMENT DES HAUTES-ALPES

Commune de Sigoyer

Procès-verbal de séance du conseil municipal / 6 avril 1998 à 20 h 30

Convocation du 30 mars 1998

Sous la présidence de M. Alain Bonnardel, Maire

En présence de l'Abbé Combal, curé de la paroisse, de Mme Michalinoff, secrétaire de mairie et de tous les conseillers municipaux, sauf M. Duc Serge, excusé.

Ordre du jour

- Gestion du presbytère - Logement du curé
- Cloche de l'an 2000
- B.P. 98
- Réhabilitation de la fontaine du presbytère
- Convention ONF/Cne
- Questions diverses

Le maire ouvre la séance par l'accueil de l'abbé Combal, nouveau curé de la paroisse, puis il lui donne la parole : " prêtre chapelain au service du sanctuaire de Notre Dame du Laus, après un parcours théologique qui l'a conduit de Lyon à Orcières en passant par L'Argentière, Rome, Gap et la Vendée, il est affecté en novembre 1997 aux paroisses de Neffes et Sigoyer tout en gardant les missions qui lui sont confiées au Laus : entre autres, le dossier de béatification de Benoîte Rancurel..."

Le maire reprend la parole pour lui présenter son logement, les travaux de remise en état entrepris par la commune et l'utilisation qu'il peut faire du local cantine.

Les investissements communaux en cours ne laissent pas présager une réhabilitation structurelle du presbytère dans l'immédiat, c'est pourquoi le maire propose au curé le logement tel qu'il se présente, soit 2 pièces et utilisation de la cuisine du local cantine, soit plus tard le T2 dans le bâtiment Mairie Poste dans la mesure où le curé souhaiterait un logement qui corresponde aux normes actuelles d'habitabilité.

Concernant l'utilisation des pièces du rez de chaussée, qui, pour l'instant, sont utilisées par les services Mairie et Poste, le conseil ne s'est pas prononcé, l'abbé sera associé à la réflexion.

Le maire ajoute que l'on doit s'orienter vers une polyvalence des salles et qu'une gestion

rigoureuse des finances communales ne permet plus de spécialiser comme par le passé.

La chapelle de St Laurent sera en principe terminée cette année, son inauguration est prévue pour le 16 août en présence des autorités religieuses, civiles et des mécènes.

Entres autres actions patrimoniales, la fabrication de la croix de Philogène Pellenc et sa mise en place au croisement de la route des Dômes et celle de St Laurent.
Et installation dans l'église, des cloches des anciens villages (Châtillon, le Cros, le Désert).

Cloche de l'an 2000 :

Le maire présente le document qu'il souhaite adresser à la population de Sigoyer. Le débat est ouvert.

C. Paul souhaite que l'on indique clairement que les cloches sonneront ensemble, le texte sera remanié dans ce sens, même si l'abbé Combal pense que l'on ne devrait pas sonner les deux en même temps, mais exceptionnellement pour les fêtes, afin de leur donner plus de solennité.

Le parrainage semble rencontrer plus d'opposition de la part des conseillers, R. Favier, S. Sabatier et J-M. Cornil s'opposent à une inscription quelconque de noms de parrains et marraines qui susciteront jalousies et rancœurs, seule l'inscription du nom choisi pour la cloche "Espérance" leur paraît judicieux.

Les autres conseillers pensent que l'on peut choisir parrains et marraines parmi les derniers nés et les plus âgé(e)s de l'année (deux au plus), tout en respectant les susceptibilités.

On vote pour la nouvelle formulation qui sera : "parrains et marraines seront choisis parmi les plus âgés et les derniers-nés ":

pour : 7
contre : 3

L'abbé comprend ceux qui sont contre et reconnaît la tradition, mais ne prend pas position.

Il interroge à savoir si d'autres communautés (protestants ou orthodoxes) vivent sur la commune et par respect de celles-ci, souhaiterait éviter le terme chrétiens, *sic* "la cloche est chargée de rappeler le devoir des chrétiens" et le remplacer par catholiques, car la cloche ne sonne pas le ralliement des protestants le dimanche,(par ex.).

A. Borel pense que notre église est le seul édifice religieux qui pourrait être mis à disposition d'autres communautés si le cas se présentait. Le terme de chrétiens sera conservé malgré l'observation de l'abbé.

"Entracte"

Croquants, cidre et clairette pour saluer la présence de l'abbé.

L'abbé quitte la séance.

Le maire aborde alors le troisième point de l'ordre du jour

Budget primitif :

Le maire précise que le budget sera voté le vendredi 10 avril en présence de M. le percepteur.
J. Michalinoff présente les investissements proposés et les possibilités de financements arrêtées :

Dépenses	Recettes
<i>Maison commune et logements :</i> 3 110 000 fr.TTC	<i>subventions et emprunts :</i> (CLF) 1 000 000 fr. prêt relais sur un an (CLF) 400 000 fr. prêt bâtir à 4.9 % /15 ans (CDC) 900 000 fr. à 4.8% / 15 ans
<i>Chapelle et cimetière :</i> 200 000 fr. T.T.C.	<i>Subventions et emprunt</i> (CLF) 60 000 fr. 4.9% / 4 ans qui permettra d'obtenir la subvention forfaitaire du conseil général (30 000)
<i>Parcelle des murets :</i> 850 000 fr. T.T.C.	<i>Subventions et autofinancement,</i> le problème de la prise en charge des réseaux par Provence Logis reste à définir.

Participation CCTB voirie :

J. Michalinoff indique que la participation "voirie" à la CCTB se monte cette année à 200 000 fr. et n'a jamais été aussi importante, à imputer sur la section de fonctionnement, elle contribue à augmenter un peu plus les charges de fonctionnement et réduit d'autant la marge de manoeuvre.

Mobilier de l'école :

Pascale Bourges souhaite que les tables et chaises de sa classe soient progressivement remplacées.

B Mandouze, institutrice de maternelle, a demandé son changement et emmènera son matériel pédagogique (casiers bois). Le maire demandera au menuisier local un devis pour le remplacement de ces casiers ; les conseillers pensent qu'il faudrait attendre le nouvel enseignant avant de commander quoique ce soit, son fonctionnement pouvant être différent.

Les conseillers ne sont pas favorables au remplacement du mobilier scolaire dans l'immédiat; une somme de 25 000 fr. sera inscrite au budget pour mobilier divers et servira aussi pour l'installation de stores à la salle des deux Céüze.

Fontaine du presbytère :

Le maire présente le projet de réaménagement de la fontaine du presbytère dont le coût se monte à 50 000 fr. HT sans travaux de branchement, il souhaite supprimer toutes les vannes de surface et les rassembler dans un regard ; plus tard, le bassin sera reculé et l'angle du jardin du presbytère coupé pour des raisons de sécurité ; ces travaux seront exécutés sous réserve d' accord des subventions (région, département et 1% autoroute). Accepté si les subventions sont accordées.

Convention ONF :

Elle est renouvelable cette année, la redevance se monte à 8 500 fr. et ramenée à 5000 fr. ; elle correspond à la perte de récolte sur le passage de la canalisation et à la prise d'eau.

Doit-on engager une attitude dure ou conciliante ? on peut engager une procédure ferme en limitant par ex. le tonnage sur la route des Bonnets.

Un représentant de l'ONF sera invité à participer à une prochaine séance du CM.

J. Michalinoff pense que l'on doit discuter sur cette convention précise et attendre 9 ans pour renégocier, cependant, une clause de révision est applicable tous les 3 ans.

A. Borel pense que l'on peut signer pour les 5000 fr. et faire supprimer la somme de 700 fr. pour frais d'établissement de la convention.

La majorité des conseillers est pour l'adoption d'une solution souple.

Questions diverses :

Cantine scolaire :

une réunion d'information destinée aux parents est fixée au mercredi 8 avril.

Après réflexion, la commission "cantine" a opté pour la mise en place d'une régie pour la vente de tickets (en carnets) au prix de 25 fr. le repas + garderie (11h30-13h30).

Il conviendra de créer une régie municipale, F. Galmiche est d'accord pour en être le régisseur, elle tiendra une permanence hebdomadaire en mairie, J-M. Cornil est désigné suppléant. L'impression de 10 000 tickets repas revient à environ 2000 fr.

La commission a choisi de ne pas prendre en charge les repas des employés communaux qui pourront manger avant ou après le service scolaire. Les conseillers adoptent le fonctionnement de cette cantine à l'unanimité.

Convention architecte / Cne :

Les travaux de réhabilitation du bâtiment communal donnent lieu à versement d'honoraires de 10 % (architecte, bureaux d'études, économiste).

Pour des raisons de dépassement du plafond, les honoraires de l'architecte sont échelonnés sur deux années ; après une convention pour la phase étude (projet et permis de construire), il nous faut signer une convention pour phase de réalisation (suivi de chantier) ; ce contrat est estimé à 64 800 fr HT.

Le conseil municipal autorise le maire à signer cette convention avec S. Duc,architecte.

Centres régionaux de la propriété forestière :

Le maire propose que C. Paul représente la commune pour l'élaboration de la liste électorale.

Convention emplois-jeunes :

Ces emplois-jeunes sont mis à disposition des écoles de la CCTB par l'Inspection Académique (2/ jours semaine à Sigoyer) ; le temps passé en extra-scolaire doit faire l'objet d'une convention avec la commune qui les accueille, leurs missions sont à définir (surveillance éducative de cantine ou études surveillées). Aucune décision n'est prise.

Jardin et W-C de l'école :

Le W-C public a été démoli par l'entreprise Eynaud et les déblais enlevés par l'employé communal aidé d'A. Garcin. Un escalier remplacera le W-C ; dans l'attente, un plan incliné sera aménagé.

Foyer Midi soleil :

Un résident est décédé aux Guérins, sa famille souhaiterait qu'il soit inhumé à Sigoyer, le maire a

proposé une mise en fosse commune car la commune a l'obligation d'inhumer toute personne décédée sur sa commune, mais pas de céder de concession ; cependant, les parents souhaitent acquérir une concession simple. les conseillers municipaux donnent leur accord.

L'inhumation des résidents du Foyer des Guérins soulève un réel problème du fait de la petite taille du cimetière communal et de la difficulté de la procédure qui conduit à son agrandissement, de plus, doit-on faire supporter un tel investissement aux contribuables pour l'accueil de personnes non contribuables ?

Le débat est ouvert.

R. Favier n'est pas opposé à l'agrandissement du cimetière et prétend qu'il peut contenir encore beaucoup de monde, J. Michalinoff pense que l'on peut réglementer les ventes de concessions aux sigoyards contribuables (toutes taxes : habitation et foncières) ou propriétaires seulement (taxes foncières), se renseigner sur la légalité de cette proposition, en la justifiant par la petite taille du cimetière. Les conseillers sont appelés à approfondir cette réflexion.

Un maçon local va construire deux caveaux dans le nouveau cimetière, le maire propose de lui autoriser la construction de deux caveaux supplémentaires, en attente de ventes. Accepté.

Aspirateur de l'église :

Une paroissienne demande que l'aspirateur de l'église soit changé, F. Galmiche pense qu'il appartient à la paroisse de faire les acquisitions concernant l'entretien courant de ce bâtiment, tout comme le ménage est à la charge des paroissiens.

La majorité des conseillers pense que la commune peut offrir l'aspirateur.

Stage à la commune :

Pascal Cottencin, domicilié à Champ la Reine, souhaite bénéficier d'une formation d'animateur économique et a besoin d'une structure d'appui. Le maire a accepté de lui fournir le stage (non rémunéré) au sein de la commune. Il lui faudra conduire une réflexion sur le projet : commerce multi-service et de proximité, agent de développement rural.

Reclassement des chemins :

l'enquête publique se déroulera du 29 avril au 15 mai ; les dossiers peuvent être examinés en mairie.

Le commissaire enquêteur, M. G. Laulau sera présent en mairie le 15 mai de 14 h 30 à 17 h pour recevoir les observations de chacun. Le coût de sa prestation est de 1000 fr environ.

Le maire termine la séance par un tour de table d'éventuelles questions.

J. Michalinoff l'interroge sur la probabilité d'organisation du spectacle de l'association son et lumière à Sigoyer, en juillet, compte-tenu du chantier du bâtiment communal sur la place. Le maire répond qu'il aura lieu si les conditions de sécurité sont réunies.

le maire lève la séance à minuit trente.

Délibérations du Conseil municipal :

- Divers emprunts (séances des 6 et 10 avril)
- affectation des résultats

- régie cantine scolaire

Vu, les conseillers